



Économiser? Pas vraiment

Présentation sur le frein à l'endettement et le PABP27
Le 27 novembre 2025

Éléments importants

1. Le frein à l'endettement est important et juste

- a. Le frein à l'endettement garantit la stabilité et la sécurité financières.
- b. Sans frein à l'endettement, la Suisse serait trois fois plus endettée et nous devrions payer plus de 4 milliards de francs supplémentaires d'intérêts par an. C'est le coût de deux tunnels autoroutiers du Gothard ou de 20 avions F-35, chaque année.
- c. Le frein à l'endettement n'a pas empêché la Suisse d'investir ni d'augmenter ses dépenses: en 2029, les dépenses nominales par habitant de la Confédération seront 50 à 60% plus élevées que lors de son introduction. La NLFA est un des gros investissements réalisés (24 milliards).

2. Les dépenses continuent d'augmenter. Les recettes et les dépenses sont décorréées: à l'avenir, l'État dépensera deux à trois fois plus vite que ce que la population et les entreprises peuvent payer des impôts.

3. Le PAB27 est une correction en douceur, pas un programme d'économies

- a. Il se contente de freiner la hausse des dépenses. Les dépenses supplémentaires atteindront 14 milliards au lieu de 17 milliards. On ne peut pas parler d'économies.
- b. Le PAB27 est acceptable: il agit souvent à la marge (0,7% dans le domaine social). Et souvent, il se contente de freiner la croissance.
- c. Tous les domaines ou presque participent à l'effort.

4. Les mesures correctrices doivent être axées sur les dépenses.

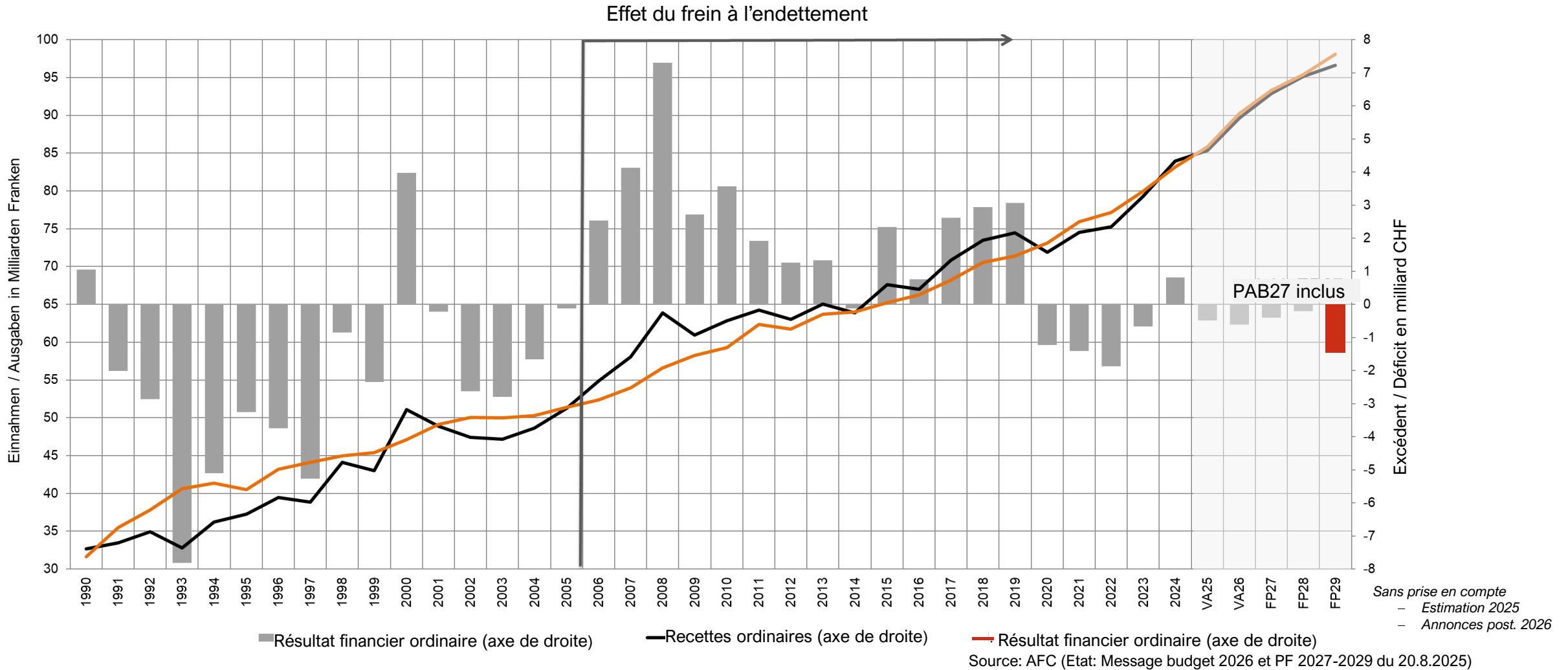
- a. La Confédération a un problème de dépenses et non de recettes. Sans le PAB27, ses dépenses augmenteront 40% plus vite que les recettes.
- b. La population travaille déjà plus de trois mois pour l'État. La Confédération prélève 2% d'impôts supplémentaires pour chaque pourcentage de revenu supplémentaire.
- c. La croissance de l'État occasionne des coûts et immobilise des fonds au-delà des coûts directs. Les coûts liés à la réglementation se montent à 80 milliards par an. Les coûts de la bureaucratie qui pourraient être évités (30 milliards) correspondent à peu près aux dépenses de la Confédération pour la prévoyance sociale.
- d. Près d'un salarié sur quatre travaille dans le secteur public. Et les effectifs dans l'administration augmentent plus vite (de 75%) que ceux de l'ensemble de la Suisse. Le secteur public accapare des travailleurs qualifiés, ce qui fait augmenter l'immigration. Alléger la bureaucratie permettrait de libérer 56 000 travailleurs qualifiés.
- e. Il est nécessaire d'investir dans la sécurité du pays. Celle-ci a été évincée par la sécurité sociale ces dernières décennies.

5. Si nous n'agissons pas, la situation deviendra critique. Un examen des prestations promises mais non encore financées révèle que la dette implicite de la Suisse atteint 177% du PIB, pour la seule prévoyance vieillesse. Tôt ou tard, les promesses se transforment en dépenses.

1. Le frein à l'endettement est important et juste

1a. Le frein à l'endettement garantit la stabilité et la sécurité financières

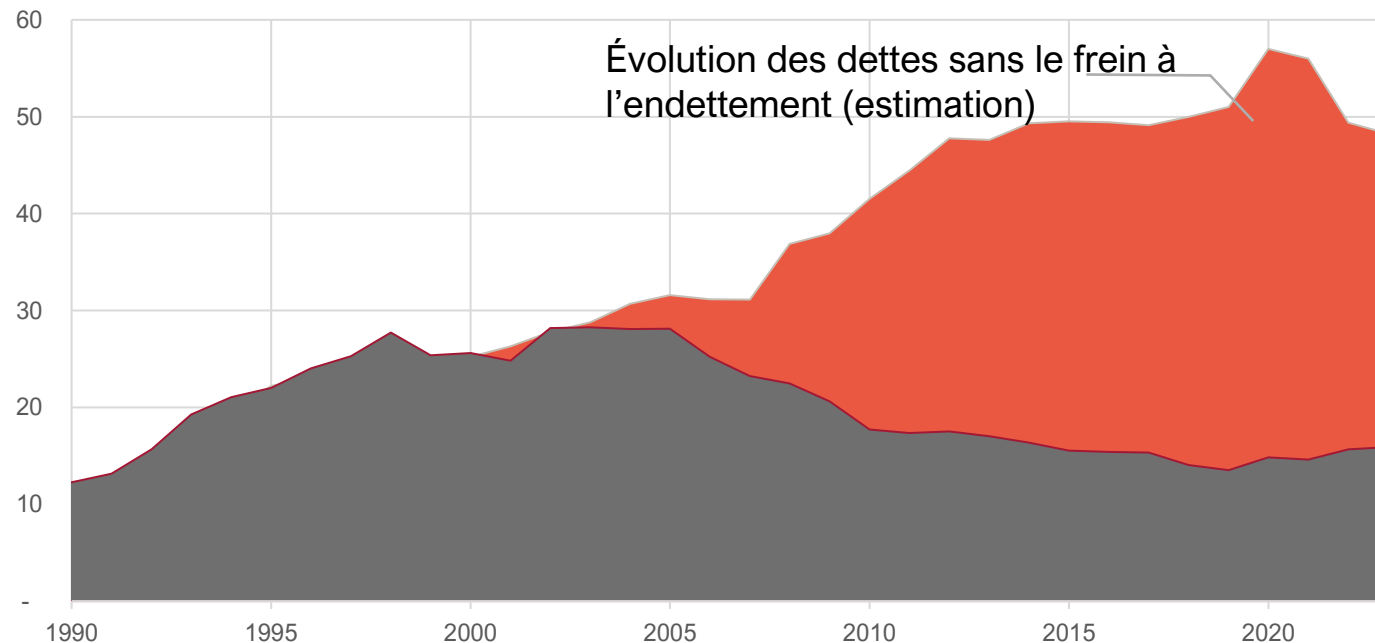
Évolution du budget ordinaire, en milliard de francs, 1990-2029



1b. Sans frein à l'endettement, la Confédération devrait payer plus de 4 milliards de francs supplémentaires d'intérêts par an

C'est le coût de deux tunnels autoroutiers du Gothard ou de 20 avions F-35, chaque année

Taux d'endettement de la Confédération (en % du PIB)



Quelle: Salvi et al. (2021); Salvi und Schaltegger (2023); Avenir Suisse (2025)

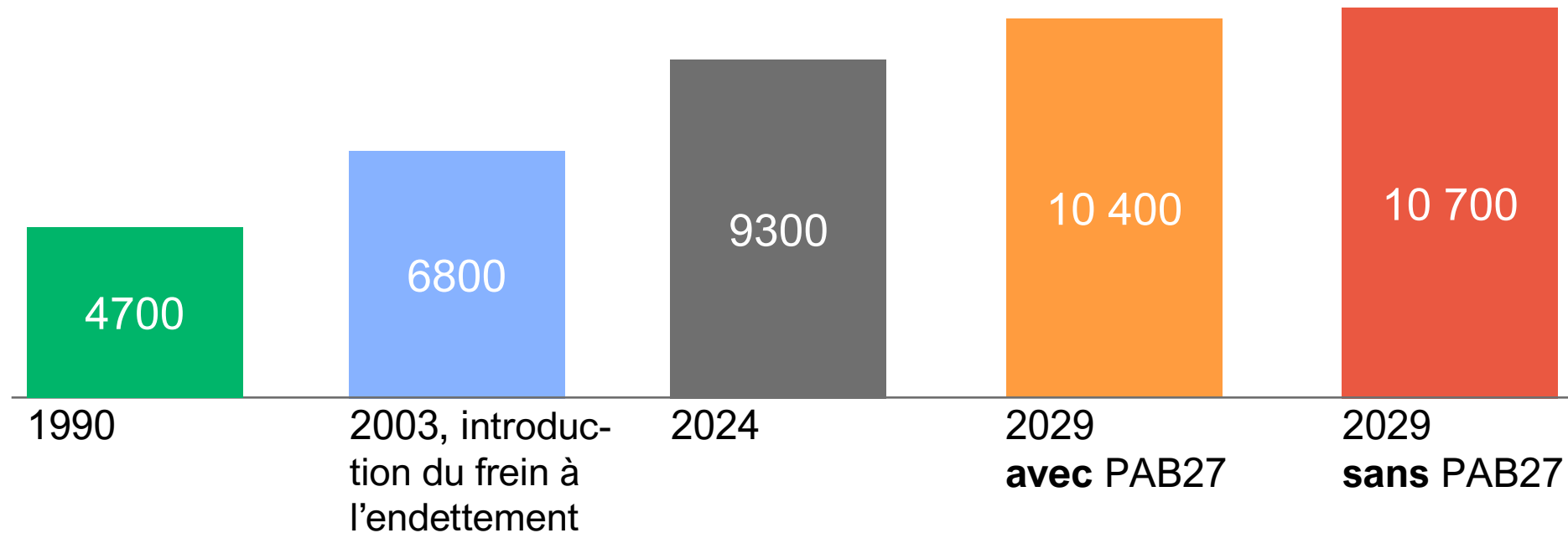
Sans le frein à l'endettement, les dettes de la Suisse auraient récemment dépassé les 400 milliards de francs. Or les dettes ont un coût. Selon des calculs, cela aurait entraîné plus de 4 milliards de frais d'intérêts supplémentaires pour la collectivité. C'est le coût du financement de deux tunnels autoroutiers du Gothard ou de 20 avions de combat F-35. Chaque année.

Les dettes ont donc un coût: elles s'accompagnent d'intérêts. Et elles devront être amorties par les générations futures. Les dettes sont injustes pour les générations futures. Et elles ne sont pas durables.

1c. Il n'a pas empêché la Suisse d'investir ni d'augmenter ses dépenses

En 2029, les dépenses nominales par habitant de la Confédération seront 50 à 60% plus élevées qu'en 1990

Dépenses de la Confédération par habitant, arrondies, nominales



Malgré le frein à l'endettement, les dépenses de la Confédération par habitant ont fortement augmenté. De gros investissements (NLFA, 24 milliards) ont été réalisés. Cela montre que cet instrument ne freine pas les prestations (de l'État). Il veille à ce que les dépenses publiques soient financées de manière durable. On peut se demander s'il est judicieux que les prestations augmentent dans cette mesure, mais ça c'est une autre question.

Corrigée de l'inflation, la croissance se situe vers 30-40% depuis 2003 et 60% depuis 1990

2. Les dépenses continuent quand même d'augmenter

2. Les recettes et les dépenses sont décorréliées

À l'avenir, l'État dépensera deux à trois fois plus vite que ce que la population et les entreprises peuvent payer en impôts

Avec ou sans PAB27: entre 2024 et 2029, les dépenses ordinaires de la Confédération augmenteront de 18% ou de 21%. Pendant la même période, la croissance économique ne sera que de 8% environ, selon des estimations. Cela signifie que les dépenses de la Confédération et l'évolution économique sont décorréliées. Les dépenses s'emballent. De plus, il est inapproprié de parler d'«économies» lorsque les dépenses augmentent d'un cinquième environ en cinq ans.

2029 contre 2024

Croissance économique*

Dépenses supplémentaires

Avec des «économies»

Sans «économies»

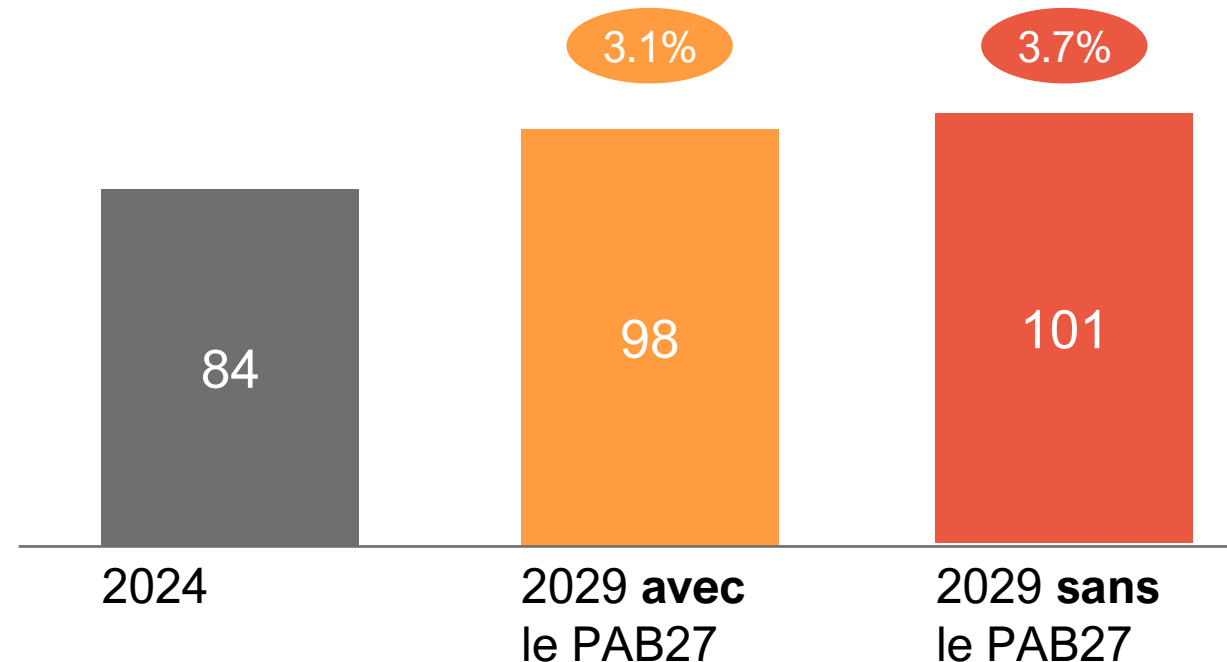


* 2025-2027 prévisions nominales du KOF; 2028-2029: valeur moyenne 2025-2027; dépenses ordinaires de 2024 comme point de départ

3. Le PABP27 est une correction en douceur, pas un programme d'économies

3a. Le PAB27 freine en douceur la hausse des dépenses. On ne peut parler d'économies

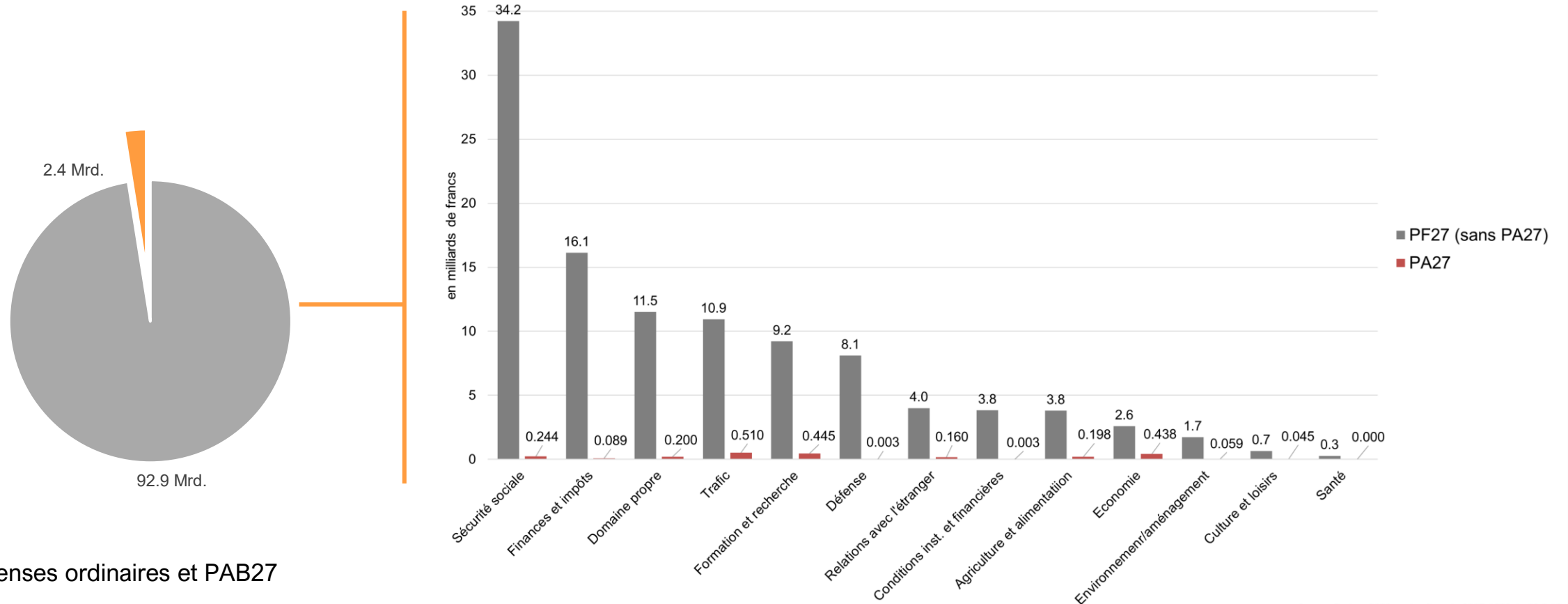
Dépenses de la Confédération, en milliards CHF, croissance annuelle



Avec le PAB27, les dépenses de la Confédération augmentent 2024-2029 de 84 à 98 milliards (+14 milliards) et sans lui à 101 milliards (+17 milliards). Cela équivaut à une croissance annuelle de 3,1% avec et de 3,7% sans PAB27. En d'autres termes, le PAB27 n'est pas un «programme d'économies».

3b. Le PAB27 est acceptable

Part des mesures prévues dans le PAB27 pour chaque groupe de tâches (2027, en milliards CHF)



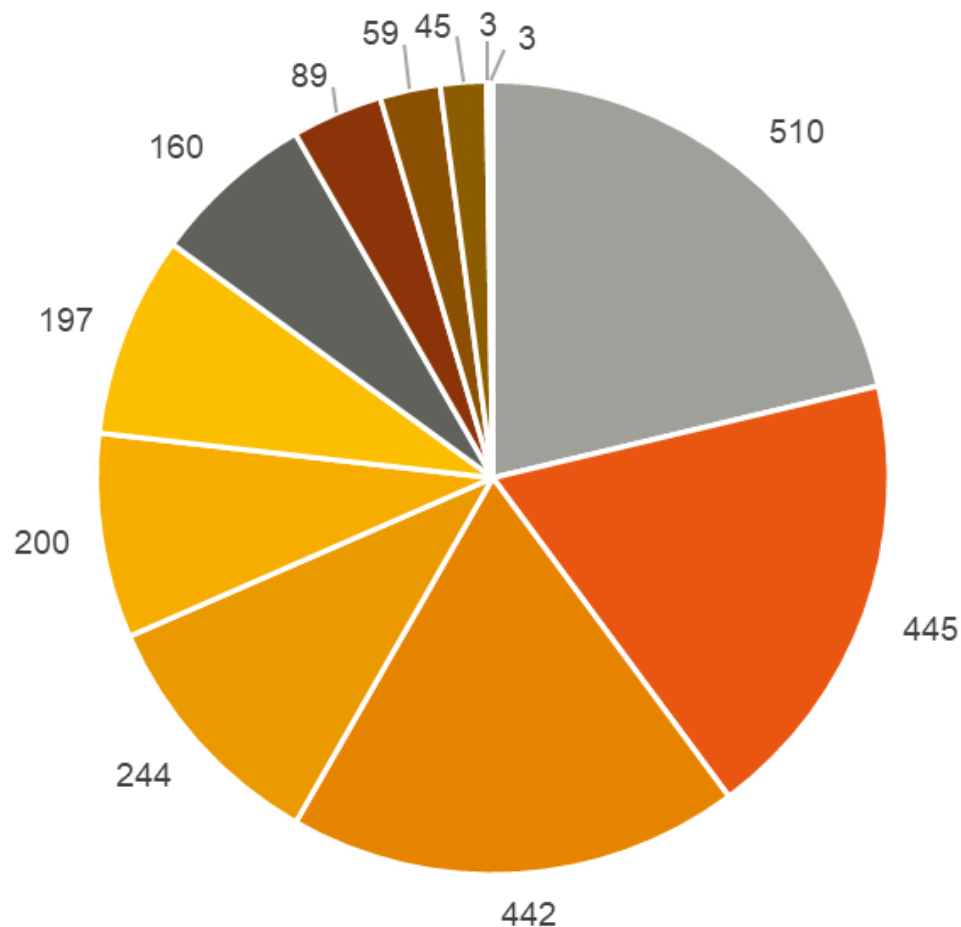
Dépenses ordinaires et PAB27

Source: Budget 2026 et plan financier 2027-2029 du 20.8.25

Les «économies» réalisées avec le PAB27 sont insignifiantes par rapport au montant absolu des dépenses. Dans le domaine social, le poste de dépenses le plus important, nous parlons par exemple de 0,7%. Il ne s'agit souvent pas de vraies économies, mais d'une atténuation de la croissance par rapport à la «liste des souhaits» formulés par le monde politique.

3c. Tous les domaines ou presque participent au PAB27

Mesures prévues par le PAB27 en millions CHF

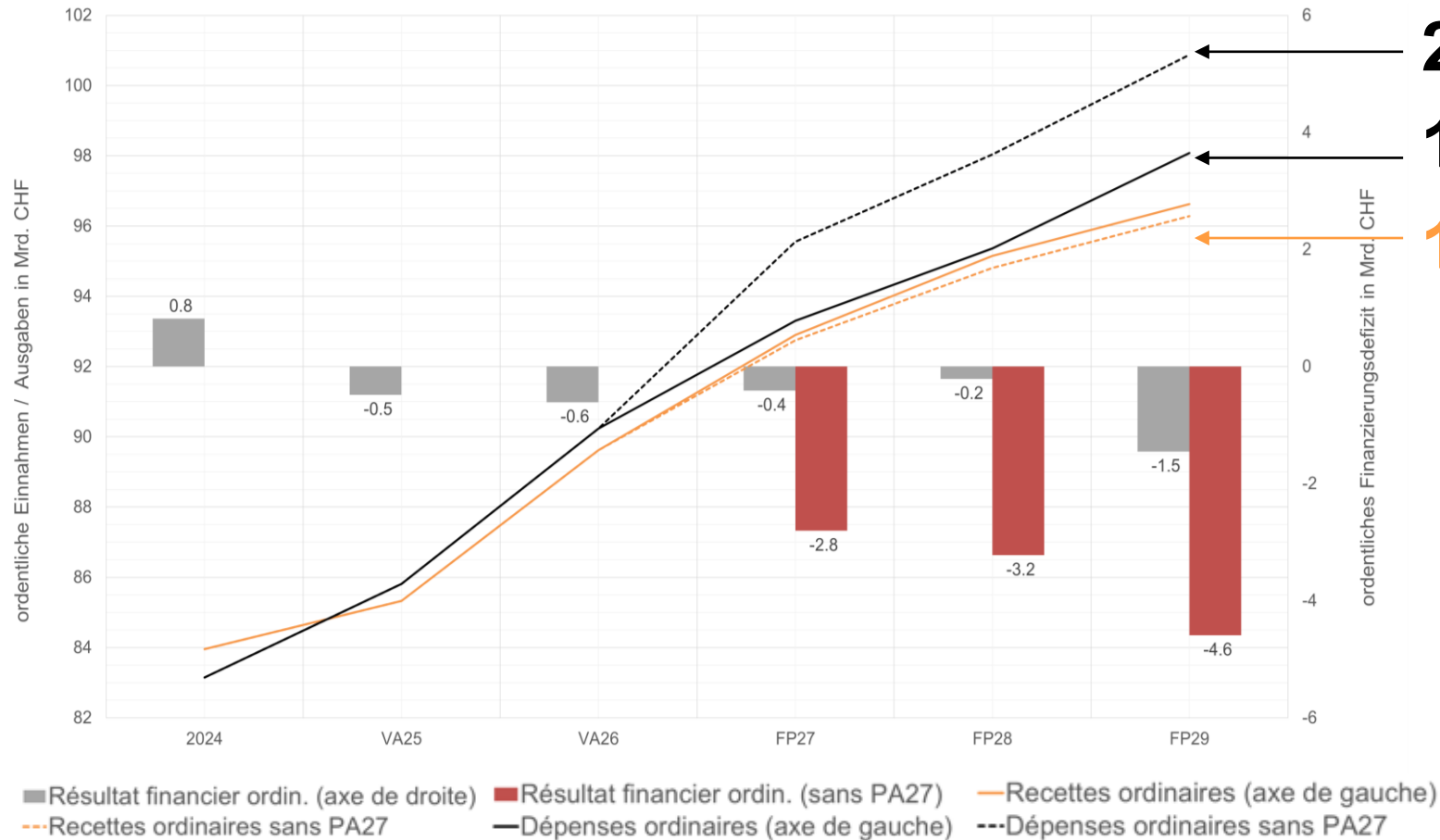


- Transports
- Formation et recherche
- Economie
- Sécurité sociale
- Domaine propre
- Agriculture
- Rel. avec l'étranger
- Finances et impôts
- Environnement et territoire
- Culture et loisirs
- Sécurité
- Institutions financières

Les mesures sont largement réparties entre les différents domaines d'activité. Pour la première fois, les dépenses liées (deux tiers du budget de la Confédération) contribuent également de manière importante à la stabilisation financière.

4. Les mesures correctrices doivent être axées sur les dépenses

4a. La Confédération a un problème de dépenses et non de recettes



21% Croissance des dépenses sans le PAB27
18% Croissance des dépenses avec le PAB27
15% Croissance des recettes

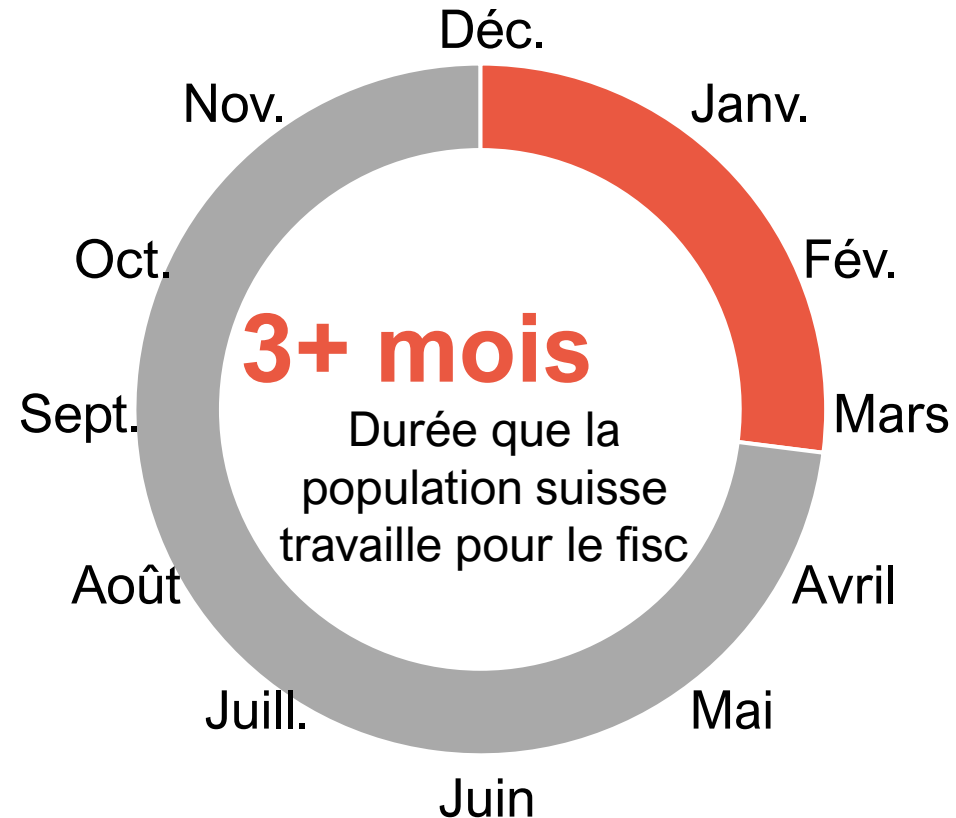
Les dépenses de la Confédération augmentent nettement plus vite que ses recettes. Cela fait basculer le résultat financier dans le négatif ces prochaines années. Le PAB27 atténue quelque peu cet effet.

Quelle: Voranschlag 2026 inkl. Finanzplan 2027-2029 vom 20.8.25

4b. La population travaille près d'un mois sur quatre pour le fisc

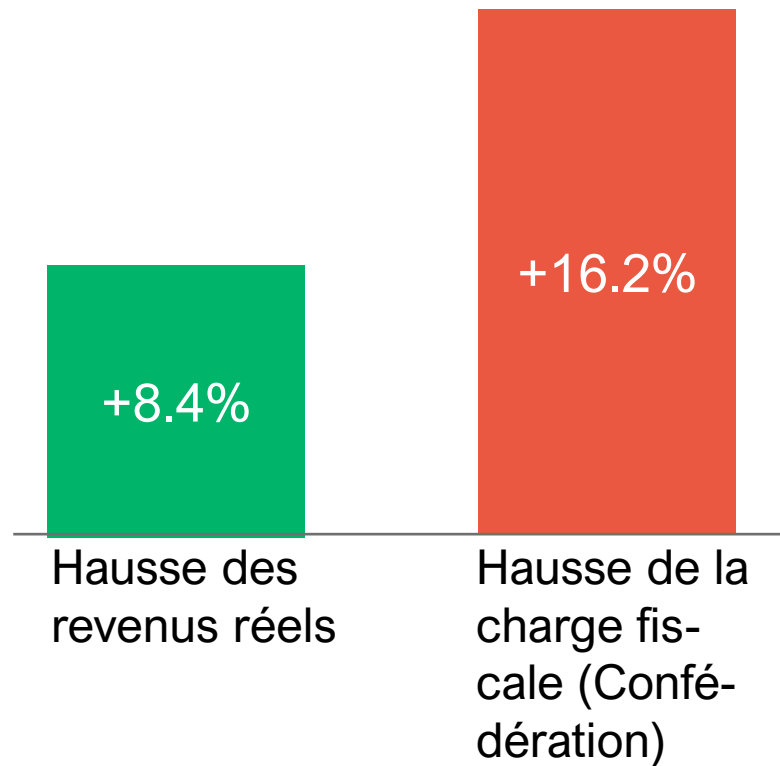
La dîme du Moyen âge devient presque un scénario séduisant.

La quote-part fiscale, c'est-à-dire la part des impôts payés à tous les niveaux étatiques rapportée au produit intérieur brut (PIB), est supérieure à 27% en Suisse. La quote-part de l'État, c'est-à-dire la part des dépenses publiques rapportée au PIB, dépasse même les 30%. La population travaille donc 3 ou 4 mois pour le fisc. Si on prend en compte la quote-part fiscale élargie (cotisations sociales obligatoires incluses), ce chiffre atteint même 40%, ce qui équivaut à 4 ou 5 mois. Une nouvelle expansion de l'État augmenterait cette quote-part.



4b. La Confédération prélève 2% d'impôts supplémentaires pour chaque pourcentage de revenu supplémentaire

2010-2020

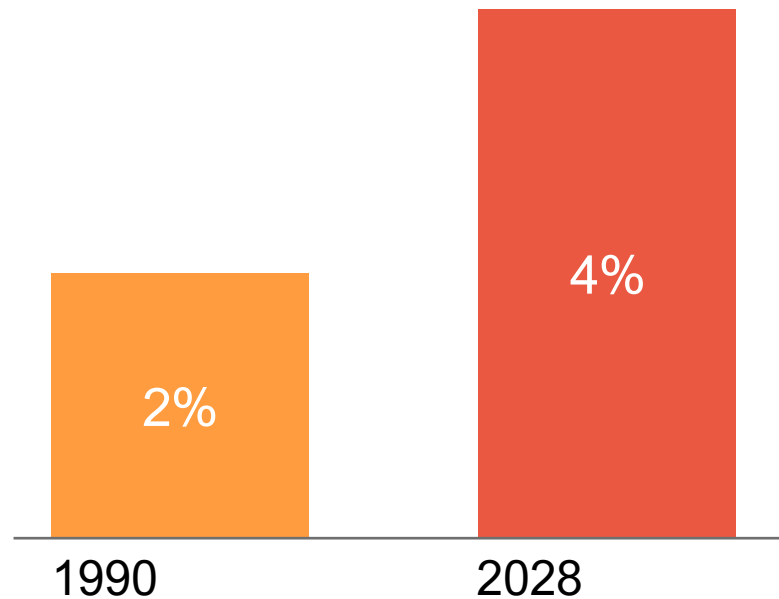


Lorsque la performance économique augmente, les salaires augmentent généralement aussi. Comme ceux-ci sont imposés de manière progressive et que le niveau global des salaires augmente, de plus en plus de personnes se retrouvent dans des tranches d'imposition élevées. La charge fiscale augmente alors de manière supérieure à la moyenne (c'est la «progression à chaud»). L'effet est saisissant: alors que les salaires réels ont augmenté de 8% environ au cours de la dernière décennie, la charge fiscale a augmenté de 16% environ, soit le double. Cela montre surtout qu'il n'y a pas de marge de manœuvre pour de nouvelles augmentations d'impôts.

4b. La Confédération accapare une part croissante du gâteau

En 1990, l'impôt fédéral direct représentait autour de 2% de la création de valeur. En 2028, il représentera autour de 4%

Part de l'impôt fédéral direct à la création de valeur
En % du PIB



4c. Au-delà de son financement direct, l'expansion de l'État occasionne des coûts et prive le secteur privé de certains travailleurs

30 milliards, les coûts liés à la bureaucratie qui pourraient être évités

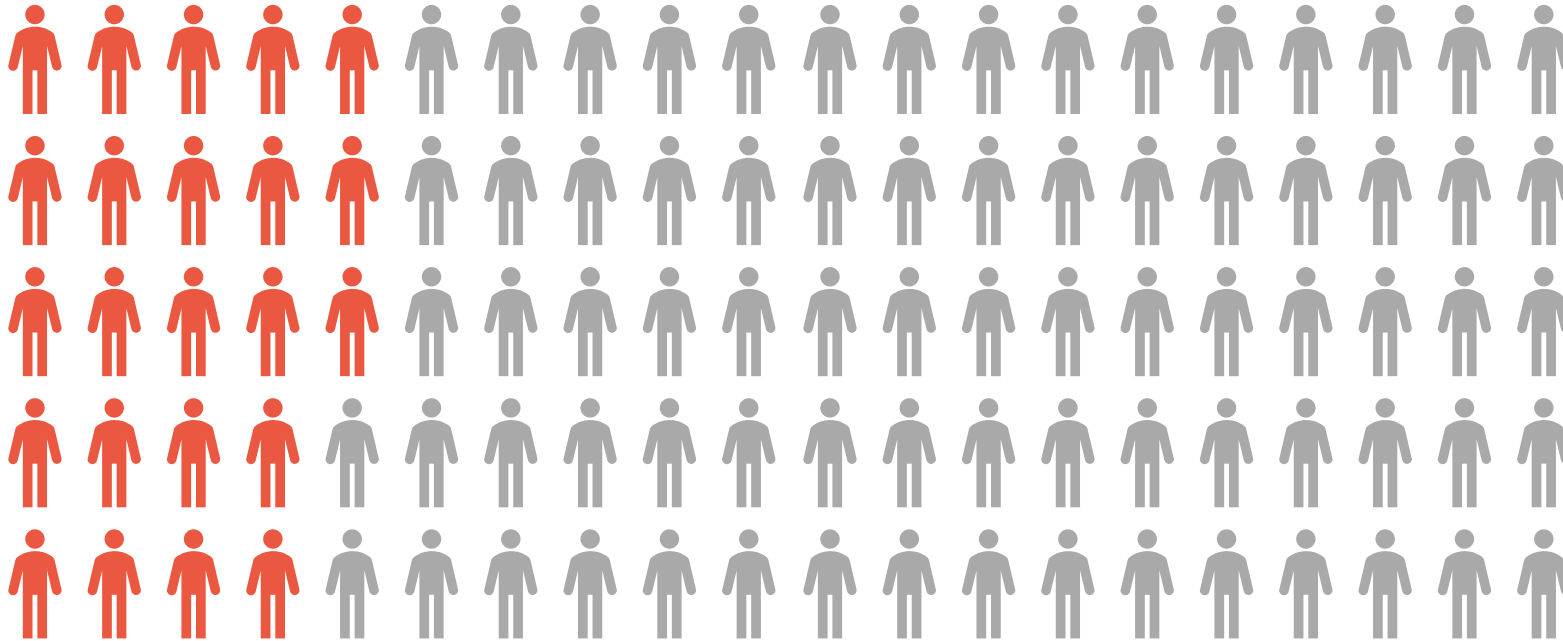
C'est ce que la Confédération dépense pour la prévoyance sociale

80 milliards, les coûts totaux liés à la réglementation

Ces coûts équivalent au budget de la Confédération

Une nouvelle étude montre que des coûts administratifs de plus de 30 milliards de francs suisses par an pourraient être évités si les autorités optimisaient et numérisaient leurs processus. Les coûts réglementaires atteignent quelque 80 milliards de francs suisses au total. Avant d'accroître les recettes, il faut exploiter ce potentiel.

4d. En Suisse, près d'un salarié sur quatre travaille dans le secteur public



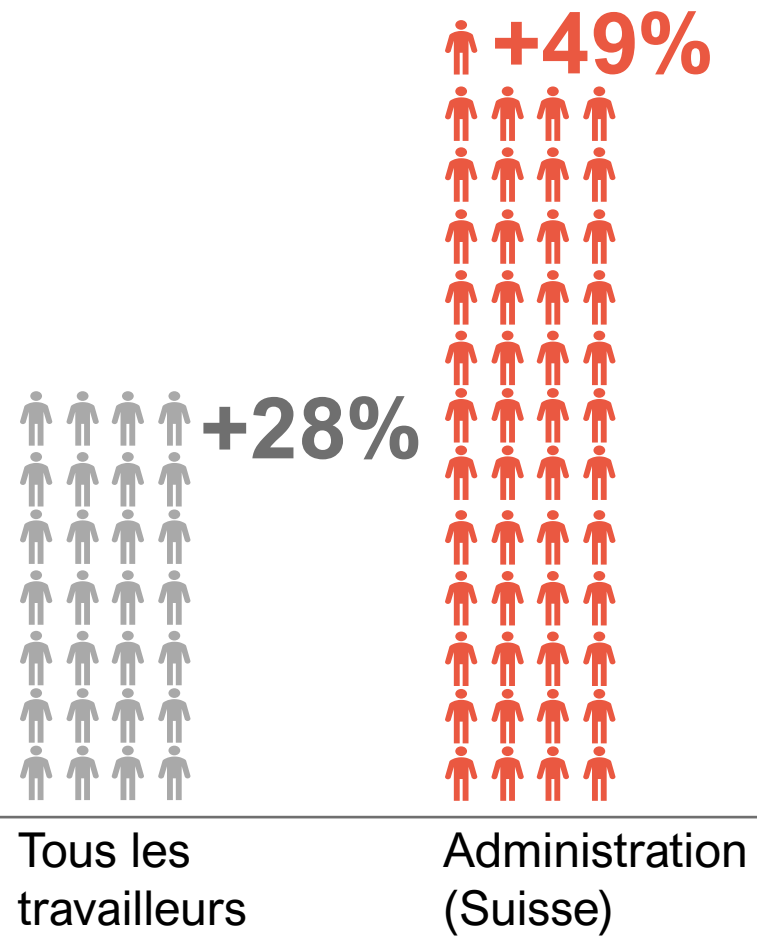
23%, 950 000 équivalents plein temps

En Suisse, un salarié sur quatre environ travaille directement ou indirectement pour l'État. 395 000 équivalents plein temps (EPT) travaillent directement pour l'État, 225 000 pour des entreprises publiques et 330 000 pour des entreprises privées sous contrôle (partiel) de l'État ou dont les revenus proviennent en grande partie de sources publiques.

Remarque: Selon l'IWP, le secteur public représente 17,4% des emplois (estimation conservatrice).

4d. Les effectifs de l'administration augmentent plus vite, de 75%, que ceux de toute la Suisse

Augmentation des effectifs,
1992-2024



Les effectifs augmentent plus vite, de 70% environ, dans l'administration que dans l'ensemble de la Suisse. L'administration monopolise ainsi une main-d'œuvre qualifiée déjà rare, évince le secteur privé et favorise ainsi l'immigration. Une expansion de l'État financée par des recettes supplémentaires accélérerait cette évolution.

4e. Pourquoi il convient malgré tout d'investir dans la sécurité

L'écart se creuse entre la sécurité sociale et la sécurité militaire. Le moment est-il venu d'inverser la tendance?

Priorisation de la sécurité sociale au détriment des dépenses militaires

Depuis les années 1980, la part des dépenses consacrées à la prévoyance sociale ne cesse d'augmenter, tandis que celle des dépenses militaires dans le budget fédéral est en recul.



Source: HSSO (2012), Portail de données de l'AFF (2025), propres calculs

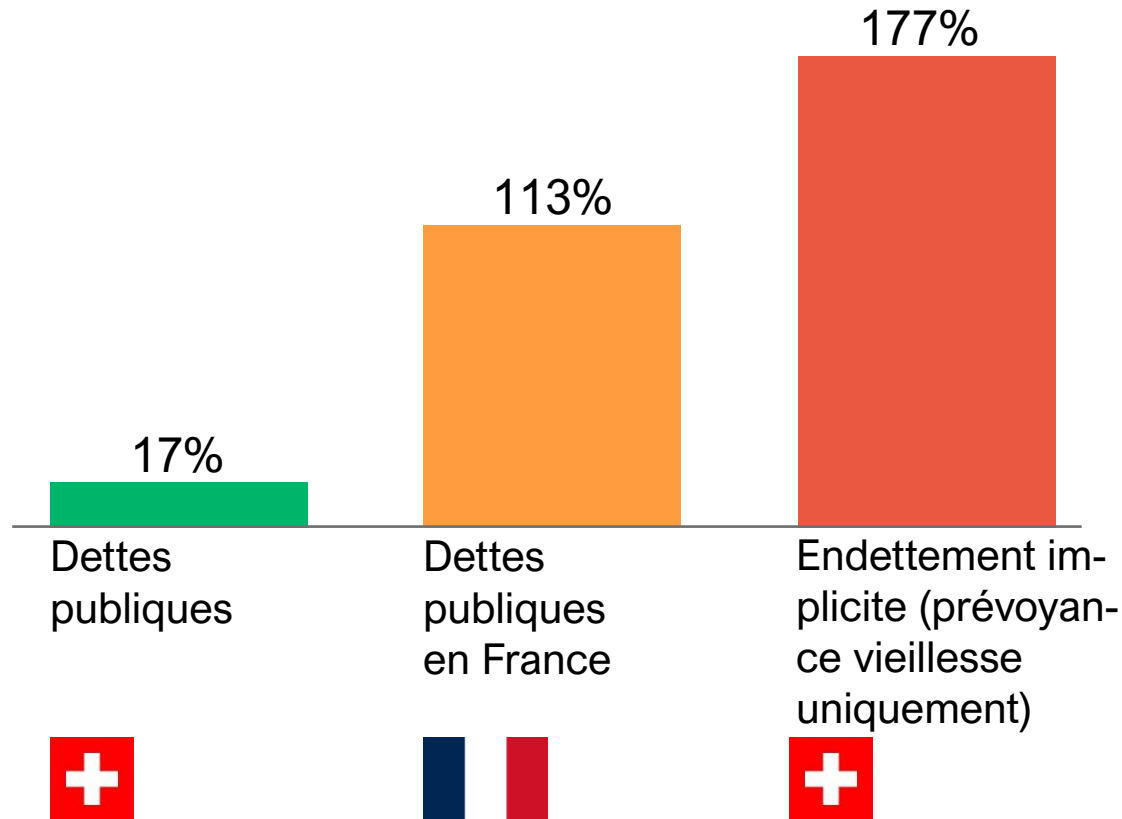
Figure: Avenir Suisse

La Suisse a investi ses dividendes de la paix principalement dans la sécurité sociale. Si, en 1965, la part des dépenses de la Confédération consacrées à la sécurité militaire dépassait 30% et celle consacrées à la sécurité sociale était légèrement inférieure à 15%, le rapport s'est inversé (autour de 35% pour la sécurité sociale et autour de 7% pour la sécurité militaire). Compte tenu des tensions géopolitiques, il semble opportun de réduire cet écart.

5. Nous devons agir, sinon la situation deviendra critique

5. Beaucoup de prestations sont promises, mais pas encore financées. Tôt ou tard, ces promesses deviendront des dépenses

Dettes, en % du PIB



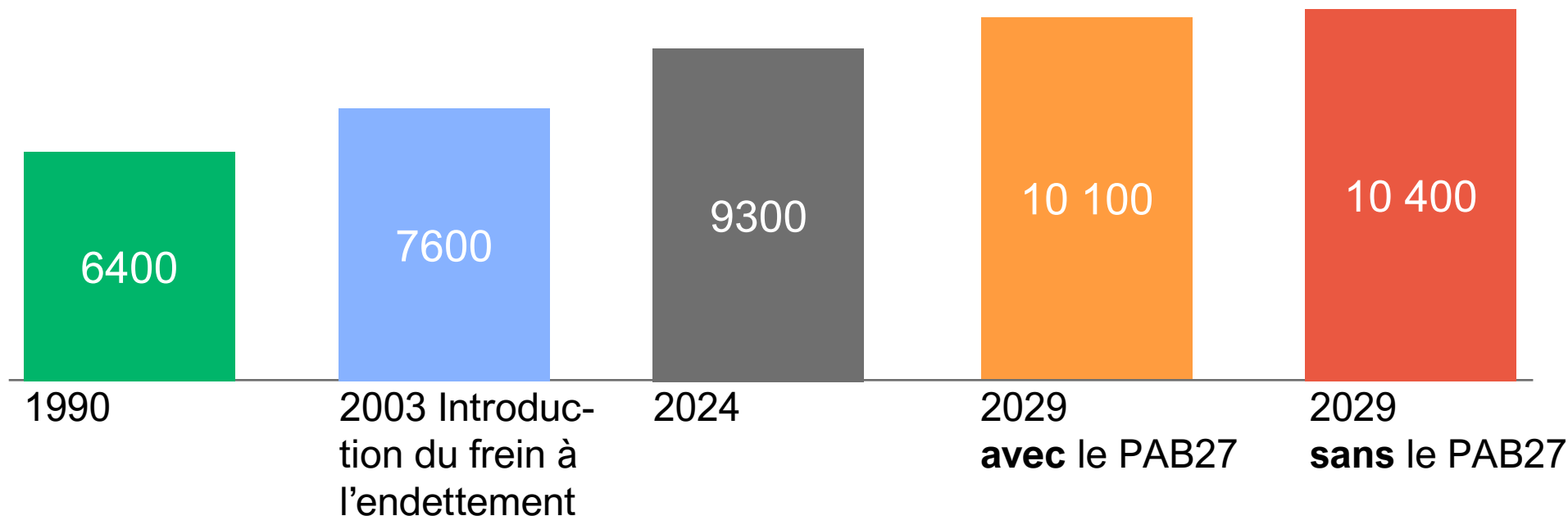
Les dettes publiques suisses sont faibles en comparaison internationale. C'est une bonne nouvelle pour les générations futures: nous vivons moins à leurs dépens que d'autres États. En même temps, des prestations considérables, non encore financées, ont été promises à la population. C'est notamment le cas dans le domaine de la prévoyance vieillesse, où le défaut de financement atteint 80% / 177% du PIB, notamment du fait de la 13^e révision de l'AVS. Si on y ajoute d'autres domaines non durables, comme l'assurance maladie obligatoire, les prestations complémentaires, etc., on atteint même un endettement implicite de 346%, selon les calculs d'UBS. Tôt ou tard, les prestations promises se transformeront en dépenses. Cela dépasse toutefois le cadre du PAB27.



1. Le frein à l'endettement n'a pas empêché la Suisse d'investir ni d'augmenter ses dépenses

Entre 2003 et 2029, les dépenses (réelles) de la Confédération par habitant augmenteront de 30 à 40%. Et de 60% par rapport à 1990

Dépenses de la Confédération par habitant, arrondies, en termes réels



La croissance «réelle» (corrigée de l'inflation) des dépenses fédérales est également impressionnante. Une telle analyse est justifiée, car 1000 francs en 1990 ne correspondent pas à 1000 francs aujourd'hui. De plus, l'indice national des prix à la consommation ne peut être transposé à l'identique à l'État. Dans le secteur privé aussi, l'augmentation du chiffre d'affaires et des coûts est généralement indiquée en valeur nominale.